



CONVENTION SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

Distr.
GENERALE

UNEP/CBD/COP/7/2
28 juillet 2003

FRANÇAIS
ORIGINAL:
ANGLAIS

CONFERENCE DES PARTIES A LA CONVENTION
SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE
Septième réunion
Kuala Lumpur, 9-20 et 27 février 2004
Point 22 de l'ordre du jour provisoire*

PROJET DE BUDGET DE PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET DE SON PROTOCOLE SUR LA PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNIQUES POUR L'EXERCICE 2005-2006

Note du Secrétaire exécutif

I. INTRODUCTION

A. *Financement au titre de la Convention sur la diversité biologique*

1. Les frais administratifs permanents de la Conférence des Parties (COP), de ses organes subsidiaires et du Secrétariat de la Convention sur la diversité sont couverts, sur une période biennale, par un fonds général de contributions volontaires ou “**budget permanent**” (également dénommé « **Fonds BY** »), géré par le Programme des Nations Unies pour l'environnement en application des Règles Financières de la Convention. Le budget permanent couvre des dépenses telles que les salaires, heures supplémentaires et émoluments du personnel; le loyer et l'entretien des locaux; les déplacements du personnel; les services de conférence; les fournitures et les équipements; les frais de communication; les frais d'établissement de rapports; les consultants et l'assistance temporaire.

2. Le budget permanent est financé par les contributions des Parties à la Convention sur la base d'un barème de quotes-parts établi chaque période biennale par la Conférence des Parties à la Convention, qui s'appuie sur le barème des Nations Unies pour l'affectation des dépenses de l'Organisation. Toute modification au barème actuel des quotes-parts, qui pourrait affecter le montant des contributions de Parties individuelles au budget, sera communiquée à la Conférence des Parties dès qu'elle est reçue par le Secrétariat. Le budget et le barème sont tous les deux adoptés par la Conférence des Parties.

3. Outre les contributions des Parties, le budget permanent est financé par des contributions additionnelles provenant des Parties à la Convention, des Etats qui ne sont pas Parties à la Convention, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales et d'autres sources.

* UNEP/CBD/COP/7/1

/...

4. En plus du Fonds BY, la Conférence des Parties a créé trois fonds de contributions volontaires supplémentaires: le Fonds spécial de contributions volontaires additionnelles en soutien aux activités approuvées (**Fonds BE**), le Fonds spécial de contributions volontaires additionnelles pour faciliter la participation des parties au processus de la Convention (**Fonds BZ**), et le Fonds général de contributions volontaires des Parties et des Gouvernements, administré par le Secrétariat, en soutien aux pays en développement qui sont Parties à la Convention, notamment les Etats les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement, ainsi qu'aux Parties à économie en transition, pour couvrir les frais d'experts inscrits au Fichier d'experts sur la sécurité biologique (**Fonds BF**).

5. Les contributions volontaires aux **Fonds BE, BF et BZ** sont, en général, affectées par les donateurs à des activités précises et sont portées sur une section séparée du budget permanent. Les budgets indicatifs sont présentés à la Conférence des Parties chaque période biennale en se basant sur le programme de travail approuvé de la Convention et les prévisions des besoins de financement supplémentaire qui ne peuvent être couverts par le budget permanent. Les budgets indicatifs des activités liées au Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques seront approuvés par la Conférence des Parties lorsque celle-ci siègera en tant que réunion des Parties au Protocole.

B. Mandat

6. A sa sixième réunion, dans le paragraphe 28 de la décision VI/29, la Conférence des Parties a prié le Secrétaire exécutif d'établir le budget du programme de travail pour l'exercice biennal 2005-2006, de le présenter à la septième réunion de la Conférence des Parties, et de faire rapport sur l'exécution du budget de la Convention, ainsi que sur tous ajustements apportés au budget de la Convention pour l'exercice biennal 2003-2004.

7. Dans le paragraphe 26 de cette même décision, la Conférence des Parties a prié le Secrétaire exécutif, conformément aux dispositions de l'article 31, paragraphe 3, du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, de déterminer le coût des services de secrétariat, pour autant qu'ils sont distincts, afin de les inscrire au projet de budget qui sera examiné à la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole.

8. La présente note a été élaborée en réponse à ces demandes, pour examen par la Conférence des Parties à sa septième réunion ainsi qu'à sa première réunion siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena, selon le cas.

C. Portée de la note

9. La présente note présente le budget du programme de travail du Secrétariat pour l'exercice biennal 2005-2006 proposé par le Secrétaire exécutif, [pour examen et approbation par la Conférence des Parties à sa septième réunion et, s'agissant du coût des services de secrétariat, pour autant qu'ils sont distincts, pour examen et approbation à la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole.

10. Cette proposition comprend:

(a) Une vue d'ensemble du budget proposé pour chaque programme, y compris des tableaux récapitulatifs des effectifs du programme et des besoins en ressources sur le budget permanent (Fonds BY) (section II). Une version consolidée de ces tableaux figure à la fin de cette section, indiquant les besoins en personnel et en ressources de l'ensemble du Secrétariat sur ce budget. On trouvera à la figure 1, page 18, la structure du programme et les principaux besoins en effectifs pour la période biennale 2005-2006. Des renseignements détaillés sur les besoins en activités et ressources par programme et sous-programme figurent dans le document UNEP/CBD/COP/7/2/Add.1;

- (b) les besoins en ressources de la Convention et du Protocole (section III);
- (c) les facteurs clés et les hypothèses pris en compte dans l'établissement des coûts dans le budget proposé pour la période biennale 2005-2006 ainsi que des justificatifs pour les ressources supplémentaires (section IV);
- (d) des éléments de projets de décision de la Conférence des Parties sur cette question à sa septième réunion et à sa première réunion siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, respectivement, en s'appuyant sur la proposition de programme exposée dans ce document.

11. Les annexes I et II présentent une comparaison des tableaux des effectifs et du budget pour la période biennale 2003-2004 avec les tableaux des effectifs et de budgétisation proposés pour la période biennale 2005-2006. Les annexes III et IV présentent les besoins de la Convention en ressources financières sur les Fonds BE et BZ respectivement. Les annexes V et VI présentent des récapitulatifs des besoins en ressources pour le programme de travail du Protocole sur les Fonds BE et BZ respectivement. Les annexes VII-X présentent les besoins en ressources du Secrétariat sur les Fonds BY, BE, BF et BZ respectivement. L'annexe XI présente la liste des réunions convoquées par le Secrétariat entre la sixième et la septième réunion de la Conférence des Parties.

12. Le projet de budget de programme de travail de la Convention pour l'exercice biennal 2005-2006 consolide la structuration actuelle des activités de la Convention. En outre, il prévoit des évolutions prévisibles qui sortiraient de la septième réunion de la Conférence des Parties, sur la base des orientations et recommandations fournies par la Conférence des Parties et ses organes subsidiaires durant la période intersessions.

13. Le projet de budget de programme de travail du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques pour l'exercice biennal 2005-2006 consolide la structuration et l'expérience actuelles du Secrétariat, y compris celles de la période biennale 2003-2004. Cette structuration comprend la prévention des risques biotechnologiques en tant que l'un des programmes de travail établi au titre de la Convention. En outre, il prévoit des évolutions prévisibles qui sortiraient de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, sur la base des orientations et recommandations fournies par le Comité intergouvernemental sur le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (CIPC) et le projet de programme de travail à moyen terme du Protocole (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/1/14).

14. Un budget unique est présenté pour les deux programmes de travail. Toutefois, les coûts distincts du Protocole ont été identifiés aux tableaux 15 et 16 du document et dans le programme de travail (UNEP/COP/7/2/Add.1) et seront couverts par des contributions supplémentaires provenant des Parties au Protocole, conformément au barème des quotes-parts adopté par la Conférence des parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole. A cette fin, des factures séparées pour la Convention et le Protocole seront émises pour les contributions au Fonds BY.

15. Il est à souligner que le budget du programme proposé exprime les meilleures estimations et prévisions que le Secrétariat a dégagées pour ses activités dans les deux prochaines années et qu'elles seront ajustées en réponse aux décisions et orientations émanant de la Conférence des Parties à sa septième réunion ordinaire et à sa première réunion siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, selon le cas. En outre, un budget complémentaire pourrait s'imposer à la lumière des recommandations des organes intersessions dont les réunions sont prévues après la diffusion du présent document.

C. Rapport entre la Convention et le Protocole

16. En abordant le rapport entre la Convention sur la diversité biologique et le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, il importe de rappeler que, conformément à l'article 31 du

Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, le Secrétariat de la Convention fait également fonction de Secrétariat du Protocole. En outre, l'article 20 du Protocole crée un Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologique dans le cadre du mécanisme de centre d'échange de la Convention. En approuvant cette disposition, les Parties à la Convention cherchaient à établir l'infrastructure la plus rentable au sein du Secrétariat et l'utilisation optimale des ressources humaines et financières disponibles. En outre, il a été reconnu qu'il n'était ni réalisable ni conseillé de séparer les fonctions partagées par la Convention et le Protocole, telles que les activités de communication, le renforcement des capacités, les travaux d'évaluation d'impact et des risques environnementaux et les services juridiques, entre autres.

17. Conformément à l'article 31 du Protocole, pour autant qu'ils sont distincts, les coûts des services de secrétariat afférents au Protocole doivent être pris en charge par les Parties au Protocole. Dans la pratique cependant, en raison de la nature et de l'organisation des ressources et des services au sein du Secrétariat et de ses modalités de fonctionnement, il est difficile de séparer précisément les coûts distincts afférents à la Convention d'une part, des coûts distincts afférents au Protocole. Bien qu'il soit possible d'identifier des coûts distincts tels que les coûts du personnel spécifiquement employé dans le cadre du programme de travail du Protocole sur la prévention des risques, il serait difficile de séparer les coûts des services communs tels que le loyer; l'entretien; les communications; la sensibilisation du public; les fournitures; le mobilier et les équipements, et les coûts du personnel commun tel que le personnel contribuant au Protocole et à la Convention (communication et renforcement des capacités; évaluations scientifiques; échange d'information; affaires juridiques et établissement de rapports). Le problème devient encore plus insoluble lorsqu'il s'agit de frais communs tels que les coûts de la direction exécutive et de la gestion, du personnel des services de conférence et de l'administration, ainsi que les coûts de gestion des fonds, des finances et des ressources humaines.

18. Au niveau des programmes, il faut se rappeler que les programmes adoptés par la Conférence des Parties au titre de la Convention tels que les programmes relatifs à le renforcement des capacités, à la communication et aux évaluations d'impact, peuvent être considérés comme des moyens de faire progresser les objectifs du Protocole. De même, les programmes de travail adoptés au titre du Protocole peuvent être considérés comme des moyens de mettre en œuvre certaines dispositions précises de la Convention, telles que l'article 8(g) sur les risques associés à l'utilisation et à la libération d'organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie, et l'article 19, paragraphe 4, sur la gestion de la biotechnologie et la répartition de ses avantages, dans la mesure où il concerne la communication de toute information relative à l'utilisation et aux règlements de sécurité exigés, ainsi que tout renseignement sur les impacts nuisibles potentiels. Il ne faut pas non plus perdre de vue qu'un certain nombre des objectifs du Plan stratégique adopté par la Conférence des Parties à sa sixième réunion sont explicitement liés à la mise en œuvre du Protocole.

19. En outre, certaines des activités de programme proposées du Protocole font fortement appel aux activités et dispositifs existants, et un certain nombre de ces activités sont mises en œuvre à l'aide des ressources et de dispositifs disponibles au sein du Secrétariat. Certaines activités du Protocole sont soutenues et complétées par la Convention et vice-versa. Le Secrétariat fournit ses services de telle façon que la Convention et le Protocole bénéficieraient tous deux de la mise en œuvre de leurs programmes respectifs; par exemple:

(a) Le programme de travail élaboré au titre de la Convention afin de s'attaquer au problème de la progression et de l'impact des espèces exotiques envahissantes et la mise en place des procédures et prescriptions énoncées dans le Protocole visant à éviter et minimiser les risques que peuvent présenter les OVM, représentent deux domaines d'action qui ont beaucoup en commun et qui se soutiennent mutuellement;

(b) Le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques s'inspire des travaux entrepris dans le cadre du mécanisme général de centre d'échange et vice versa;

(c) Le coût de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole est diminué du fait que cette réunion sera tenue conjointement avec la réunion ordinaire de la Conférence des Parties; et

(d) Le service des réunions du Protocole nécessite l'assistance d'autres services du Secrétariat et, de même, le personnel de la prévention des risques biotechnologiques est appelé à assurer le service d'autres réunions de la Convention.

20. Le Secrétaire exécutif souhaite donc suggérer à la Conférence des Parties que les difficultés pratiques soulignées ci-dessus ainsi que les liens entre le Protocole et la Convention soient pris en considération en ce qui concerne les dispositions budgétaires du Protocole.

II. VUE D'ENSEMBLE

A. *Orientation des programmes pour la période biennale 2005-2006*

21. Depuis son entrée en vigueur en 1993, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique a adopté un certain nombre de programmes de travail et de déclarations, et mis en place des mécanismes et instruments destinés à soutenir les Parties dans la réalisation des objectifs de la Convention, y compris l'adoption du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, qui est entré en vigueur le 11 septembre 2003. Le Sommet mondial pour le développement durable a reconnu la Convention en tant qu'instrument essentiel pour la conservation et utilisation durable de la biodiversité et le partage juste et équitable des bénéfices issus de l'utilisation des ressources génétiques. Il a reconnu en outre le rôle critique de la biodiversité dans le développement durable en général et la suppression de la pauvreté, et son Plan de mise en œuvre a incorporé des éléments majeurs des programmes de travail de la Convention sur des questions thématiques et intersectorielles. En outre, les Gouvernements se sont engagés à réaliser, d'ici 2010, une réduction significative du taux actuel de perte de la biodiversité. En tant que telles, les activités de programme de la Convention constituent des éléments complémentaires importants au Sommet mondial, pour réaliser cet objectif ainsi que les Objectifs de développement pour le millénaire. La Convention est donc entrée dans une nouvelle phase: un changement de position évident de l'élaboration de politiques à la mise en œuvre, y compris un Plan stratégique avec un objectif spécifique à atteindre.

22. La période 2005-2006 devrait donc se caractériser par son accent sur la mise en œuvre afin de réaliser l'objectif fixé dans la Déclaration de La Haye, le Plan stratégique de la Convention et les Objectifs de développement pour le millénaire, ce qui implique que la Conférence des Parties fournira des orientations précises sur les exigences de mise en œuvre, de suivi et de conformité à tous les niveaux. Ceci implique également que l'ensemble du Secrétariat, ainsi que les Parties intéressées du processus intergouvernemental, seront plus engagés dans la facilitation de la mise en œuvre du Plan stratégique et du programme de travail de la Convention, ainsi que la mise en œuvre, par les Parties, du programme de travail du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, en collaborant, entre autres, avec le mécanisme financier et les agences et institutions de mise en œuvre, aux fins de faciliter la mise en œuvre des cadres de renforcement des capacités et des plans d'action. Les programmes particuliers au sein du Secrétariat contribueront à cette mise en œuvre par une diversité de moyens, dont:

(a) Le programme Questions scientifiques, techniques et technologiques promouvra les travaux de développement d'objectifs à orientation productive au sein des divers programmes de travail et facilitera l'élaboration de moyens de promouvoir leur mise en œuvre, au regard de l'horizon 2010. Il s'emploiera en outre à rassembler et développer des outils pour la mise en œuvre des programmes de travail, l'exécution des activités de suivi et des rapports, et contribuera à mobiliser des fonds à l'usage des Parties pour la mise en œuvre de la Convention;

(b) Le programme Mise en œuvre et communication sera nécessaire pour améliorer l'interface entre le Centre d'échange et ses composantes nationales, afin de renforcer davantage la coopération scientifique et technique. En outre, il facilitera l'organisation de stages de formation en association avec des gouvernements et autres organes intergouvernementaux, dans le but de renforcer les capacités de création et d'entretien de mécanismes d'échange nationaux, communication et éducation, rapports nationaux et financement de projets relatifs à la biodiversité. Sur la base des résultats du Programme de soutien à la biodiversité du Fonds pour l'environnement mondial, il encouragera l'élaboration et la révision de stratégies et de plans d'actions nationaux afin qu'ils tiennent compte, entre autres, de l'horizon 2010. Dans le cadre de la stratégie de communication de la Convention, le programme I&O pourrait mettre ses connaissances spécialisées à la disposition des Parties, en les assistant à l'élaboration de matériel didactique sur la biodiversité, en formant des formateurs aux questions relatives à la biodiversité et en aidant les responsables à incorporer une stratégie de communication dans leurs projets nationaux pour la mise en œuvre de programmes de travail au titre de la Convention;

(c) Le programme Affaires sociales, économiques et juridiques prendra part à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans d'action de renforcement des capacités, ainsi qu'au lancement de projets pilotes, par la mise à l'essai et l'évaluation de l'applicabilité des principes et lignes directrices approuvés par la Conférence des Parties. Par le biais du Centre d'échange, il facilitera la coordination et l'évaluation de projets et d'études de cas au niveau national et local au sujet de l'application des Lignes directrices sur le développement de la diversité biologique et du tourisme afin de tester l'applicabilité de ces Lignes directrices, de promouvoir la compréhension de leurs implications pratiques et de fournir des données d'expérience sur leur efficacité. Il fournira en outre des orientations et des instruments pour l'application des lignes directrices sur le terrain, telles que l'élaboration d'un manuel de l'utilisateur. Le programme appuiera en outre la mise en œuvre et mise à l'essai des principes et lignes directrices d'Addis-Ababa pour l'utilisation durable de la biodiversité aux niveaux national et local, y compris le développement de projets pilotes, et fera rapport sur leur efficacité et applicabilité. De même, le programme encouragera la mise en œuvre du Plan d'action relatif au renforcement des capacités pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, alors que les Parties progressent vers la mise en œuvre des Lignes directrices de Bonn sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages et mesures connexes;

(d) Le programme Prévention des risques biotechnologiques s'emploiera activement à faciliter l'assistance aux pays pour le développement des mesures juridiques, administratives et autres appropriées et nécessaires à la mise en œuvre du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques. En outre, il assistera les pays au développement et à la mise en œuvre du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, ainsi qu'à l'utilisation du fichier d'experts sur la sécurité biologique, établi dans le but de renforcer les capacités de mise en œuvre du Protocole.

B. Structure du programme de travail

23. La structure du programme de travail proposé du Secrétariat est semblable à celle qui a été présentée à la Conférence des Parties à sa sixième réunion en avril 2002, sur la base duquel la Conférence des Parties a approuvé les affectations budgétaires pour l'exercice 2003-2004. Les travaux du Secrétariat visant à exécuter les mandats qui lui sont assignés par la Conférence des Parties et ses organes subsidiaires sont entrepris par six programmes: la Direction exécutive et la Gestion; les Questions scientifiques, techniques et technologiques; les Affaires sociales, économiques et juridiques; la Mise en œuvre et la communication; la Prévention des risques biotechnologiques; et la Gestion des ressources et le service des conférences.

24. Le programme **Direction exécutive et Gestion (EDM)**, avec le soutien d'un Comité de gestion, permet au Secrétaire exécutif de donner une direction et des orientations générales au Secrétariat, garantissant ainsi la cohérence des activités du Secrétariat, de ses propositions et du soutien aux organes de la Convention et du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques et fournissant ses avis à

leurs hauts responsables. Pour atteindre cette finalité, le programme organise les processus de gestion interne et veille à la circulation de l'information dans le Secrétariat. Il fournit également un soutien substantiel à la Conférence des Parties à la Convention et au Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques et à leurs Bureaux. Le programme coordonne également la représentation du Secrétariat aux réunions extérieures et constitue la principale interface entre le Secrétariat et les Parties, et entre le Secrétariat et les processus intergouvernementaux, non gouvernementaux et inter-agences compétents. Le programme est responsable de la collecte des fonds, du recrutement et de l'affectation des ressources financières et humaines de la Convention d'une manière souple afin de satisfaire les besoins, en constante évolution, lorsque cela est approprié.

25. Les besoins en ressources humaines et financières de l'EDM par poste de dépense sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006 sont détaillés aux tableaux 1 et 2 respectivement.

26. Le programme **Questions scientifiques, techniques et technologiques (STTM)** coordonne le soutien du Secrétariat à l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques et technologiques (SBSTTA) et est le principal programme du Secrétariat qui a pour tâche de suivre et intégrer les développements scientifiques et techniques au travail de la Convention. Les domaines thématiques que traite la Convention sont la diversité biologique des eaux intérieures; la diversité biologique marine et côtière; la diversité biologique agricole; la diversité biologique des forêts; la diversité biologique des terres arides et sub-humides et la diversité biologique des montagnes. Pour ce qui est des questions intersectorielles, la Convention traite les espèces exotiques envahissantes; l'identification, le suivi et les évaluations; les indicateurs; l'approche par écosystème; l'Initiative taxonomique mondiale, les aires protégées; et les changements climatiques. En application des recommandations de la huitième réunion du SBSTTA (paragraphe 2 de la recommandation VIII/7) et de la Réunion intersessions à composition non limitée sur le programme de travail pluriannuel (annexe de la recommandation 3) qui s'est tenue en mars 2003, la diversité biologique des îles sera la seule nouvelle question qui sera examinée en profondeur, et la diversité biologique des terres arides et sub-humides ainsi que l'Initiative taxonomique mondiale figurent parmi cinq thèmes qui seront examinés en profondeur à la huitième réunion de la Conférence des Parties en 2006.

27. Ce programme est le principal point de contact entre le Secrétariat et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) y compris le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et la Commission sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CGRFA) faisant fonction de Comité intérimaire du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture; l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) y compris le Centre du patrimoine mondial, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Forum des Nations Unies sur les Forêts (FNUF) et les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts (CPF), DIVERSITAS, le Forum mondial sur la diversité biologique, le Groupe sur la conservation des écosystèmes, Botanic Gardens Conservation International (BGCI), le Comité pour les plantes de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS), le Conseil consultatif scientifique et technique (CCST) du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), l'Evaluation des écosystème en début de millénaire (EM), ainsi que les organes consultatifs scientifiques d'autres conventions comme l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques et technologiques (SBSTA) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et son Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC), le Groupe de révision scientifique et technique (STRP) de la Convention Ramsar et le Comité sur la Science et la Technologie (CST) et le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC) des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD). En outre, le programme STTM est responsable de la coordination des activités et de l'actualisation du Secrétariat sur les récents développements et évaluations scientifiques pertinents aux domaines thématiques et questions intersectorielles couverts dans le cadre de la Convention.

28. Les besoins en ressources humaines et financières du **STTM**, par élément de dépense sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006, sont décrits aux tableaux 3 et 4 respectivement.

29. Le programme **Affaires sociales, économiques et juridiques (SEL)** coordonne le soutien du Secrétariat au Groupe de travail spécial sur l'Article 8(j) et les Dispositions connexes et le Groupe de travail spécial sur l'accès et le partage des avantages, ainsi que les programmes de travail sur l'utilisation durable et le transfert de technologie et coopération. Outre la mise en oeuvre des recommandations et des programmes de travail émanant de ces deux groupes de travail, ce programme a la responsabilité d'intégrer dans le travail de la Convention les évolutions sociales, économiques et juridiques telles que l'intégration de mesures d'incitation dans les programmes de travail thématiques, l'élaboration et la mise en oeuvre de lignes directrices sur le tourisme durable, les travaux sur la responsabilité et la réparation dans le cadre de la Convention, etc. A cet égard, ce programme est le principal point de contact entre le Secrétariat et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED); la Commission des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD), la Division des affaires océaniques et du droit maritime international des Nations Unies (UNDOALOS) et des organisations représentant les populations locales et autochtones. Le programme SEL informe aussi le Secrétariat sur les derniers développements sociaux, économiques et juridiques. Ce programme contient six programmes subsidiaires: l'accès et le partage des avantages; l'économie, le commerce et les mesures d'incitation; l'utilisation durable et le tourisme; l'Article 8(j) et les Dispositions connexes; la responsabilité et la réparation; et le transfert de technologie. Ce programme coordonne en outre l'examen et la consolidation des décisions de la Conférence des Parties.

30. Ce programme couvre des domaines où la Convention dispose d'un mandat unique et spécifique. D'expérience, si ces questions sont de nature politique et requièrent, par conséquent, davantage de travail de la part des organes subsidiaires, ce ne sont pas des questions que le SBSTTA peut, à lui seul, prendre en charge de manière effective. Un facteur important à cet égard est la perception largement partagée que ces types de questions détournent l'attention du SBSTTA des aspects scientifiques qui sont les siens. Par voie de conséquence, ces questions connaissent un début de traitement au niveaux d'organes subsidiaires spéciaux de la Convention, tels que le Groupe d'Experts et le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages, le Groupe de travail spécial intersessions à composition non limitée sur l'Article 8(j) ainsi que d'autres ateliers et groupes de liaison, qui rendent compte au SBSTTA ou directement à la Conférence des Parties.

31. Les besoins en ressources humaines et financières du **SEL** par élément de dépense sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006, sont détaillés aux tableaux 5 et 6, respectivement.

32. Le programme **Mise en oeuvre et communication (I&O)** coordonne le soutien du Secrétariat au mécanisme de centre d'échange, mécanisme de financement et rapports nationaux. Le programme est également responsable des initiatives de communication et de sensibilisation. Il est aussi le principal responsable de la communication, de l'éducation et de la sensibilisation du public, conformément aux dispositions de l'Article 13 de la Convention. Il soutient les services documentaires et bibliothécaires fournis par le Secrétariat. Il est la principale interface, au niveau du Secrétariat, avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et d'autres institutions financières. Le programme I&O est composé de cinq sous-programmes: instruments et ressources de financement, mécanisme de centre d'échange; rapports nationaux; services de bibliothèque et de documentation; et communication, éducation et sensibilisation du public. C'est par ces sous-programmes que le Secrétariat procède à l'identification des ressources financières pour mettre en oeuvre la Convention, promouvoir la coopération scientifique et technique, préparer et publier de la documentation sur la mise en oeuvre de la Convention et promouvoir la participation effective des parties prenantes au processus de la Convention.

33. Les besoins en ressources humaines et financières de l'**I&O** par élément de dépense sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006 sont détaillés aux tableaux 7 et 8, respectivement.

34. Le programme **Gestion des ressources et service des conférences (RMCS)** est, lui aussi, doté de deux grandes fonctions, à savoir : il aide le Secrétaire exécutif dans la planification et la coordination de son programme de travail, et dans la gestion et le redéploiement des ressources humaines et financières. En coopération avec UNON, ce programme fournit au Secrétariat des services de gestion de fonds, des services d'administration générale, des services de voyages et des prestations de réseaux informatiques. Sous la direction du Secrétaire exécutif, il est chargé du recrutement et de la formation du personnel, de l'application du système onusien d'évaluation des performances et du développement des ressources humaines. Sa seconde grande tâche couvre les services de réunions sous la Convention et le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques. Ce programme veille à ce que les organes de la Convention et du Protocole reçoivent les moyens logistiques, la documentation et d'autres services nécessaires à leurs activités avant et pendant les sessions officielles et les activités intersessions. Ce programme s'occupe également de la distribution de la documentation des réunions de la Convention

35. Les besoins en ressources humaines et financières du **RMCS** par élément de dépense sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006, sont détaillés aux tableaux 9 et 10, respectivement. Outre le personnel RMCS financé sur le budget permanent (Fonds BY) tel qu'il est indiqué au tableau 9, trois postes professionnels (P-4, P-3 et P-2) et cinq postes de Services Généraux sont financés directement par le PNUE à partir des 13% des frais de soutien au programme.

36. Outre les programmes décrits ci-dessus, le programme de travail du Secrétariat couvre plusieurs domaines substantiels qui sont communs à la Convention et au Protocole, par exemple les conseils juridiques, le soutien informatique, le renforcement des capacités, les évaluations scientifiques, la gestion des risques et la diffusion de l'information.

37. Les besoins **communs** en ressources humaines et financières du **RMCS** par élément de dépense sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006, sont détaillés aux tableaux 11 et 12 respectivement.

38. Pour les raisons décrites au paragraphe 17 ci-dessus, les coûts du personnel des programmes Direction exécutive et gestion et Gestion des ressources et Service des conférences sont traités en tant que frais communs.

39. Le total des besoins en personnel et ressources financières de la **Convention** est présenté aux tableaux 13 et 14 respectivement. Le total des besoins en ressources financières de la Convention reproduit au tableau 14 reflète une augmentation de \$1.565.700, soit 7%, par rapport au montant approuvé pour la période biennale 2003-2004. Ceci est la conséquence de facteurs tels que l'inflation et une augmentation des chiffres utilisés pour calculer les coûts du personnel, qui ne sont pas propres à la Convention sur la diversité biologique elle-même, mais qui sont communs à l'ensemble du système des Nations Unies, ainsi qu'il est expliqué aux paragraphes 52 et 53.

40. Le **programme de prévention des risques biotechnologiques (BS)** est le principal point de contact entre le Secrétariat et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et sa Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (CGIAR) et d'autres organismes compétents en matière de prévention des risques biotechnologiques, et met à jour le Secrétariat sur les derniers développements et appréciations scientifiques en ce qui concerne la prévention des risques biotechnologiques.

41. Ce programme est doté de deux fonctions principales qui sont liées au Protocole de Cartagena : il assiste le Secrétaire exécutif dans la fourniture d'un soutien coordonné à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (COP-MOP) ainsi qu'à la mise en œuvre du Protocole. Deuxièmement, il sera le principal programme au sein du Secrétariat qui suivra et contrôlera la mise en œuvre du programme de travail issu des décisions que la première réunion de COP-MOP aura à prendre. Sur la base de l'ordre du jour provisoire de la première réunion de COP-MOP, il est prévu que le programme s'intéressera principalement aux questions suivantes: procédures de facilitation de la prise de décision par les Parties importatrices; partage des informations et le centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques; la responsabilité et la réparation; procédures et mécanismes de conformité; la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification des organismes vivants modifiés; le renforcement des capacités pour la mise en œuvre effective du Protocole; le suivi et l'établissement de rapports au titre du Protocole. Le programme abordera en outre d'autres questions que la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole incorporera dans son programme de travail à moyen terme, pour examen durant la période biennale considérée.

42. Les besoins en ressources humaines et financières du **BS** par élément de dépense sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006, sont détaillés aux tableaux 15 et 16, respectivement.

III. BESOINS EN RESSOURCES DE LA CONVENTION ET DU PROTOCOLE POUR LA PERIODE BIENNALE 2005-2006

A. Fonds général de la Convention et du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques (Budget permanent – Fonds BY)

43. Les besoins en personnel du Secrétariat tels que proposés pour la période biennale 2005-2006 sont reproduits au tableau 17. Il est à noter que le redéploiement des effectifs dans la structure de ce programme sera entrepris par le Secrétaire exécutif de temps à autre afin de faire face aux besoins en mutation, le cas échéant. Le tableau 18 ci-dessous présente le budget permanent (Fonds BY) pour l'ensemble du Secrétariat pour l'exercice 2005-2006. Il a été formulé sur la base du programme de travail proposé et présenté à la section II A ci-dessus et des besoins en personnel du Secrétariat tels qu'ils sont reproduits au tableau 17.

44. L'annexe I fournit une comparaison entre les effectifs pour la période biennale 2001-2002 approuvés par la sixième réunion de la Conférence des Parties et les effectifs proposés pour la période 2005-2006. Elle reflète une augmentation des effectifs avec (8) membres nouveaux (5 postes professionnels et 3 postes de services généraux) par rapport à la période biennale précédente.

45. L'annexe II compare le budget pour la période biennale 2003-2004 approuvé par la sixième réunion de la Conférence des Parties et le budget proposé pour la période 2005-2006. Ce document indique une hausse de 6.276.700 \$US par rapport à la période biennale précédente.

46. On trouvera le résumé des besoins en ressources financières du Secrétariat, sur le budget permanent (Fonds BY) et par élément de dépense, pour la période biennale 2005-2006 à l'annexe VII alors que les besoins distincts du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques sont reproduits au tableau 16.

B. Fonds spécial de contributions volontaires additionnelles en soutien aux activités approuvées (Fonds BE)

47. L'annexe VIII montre les besoins en ressources financières du Secrétariat sur le Fonds spécial de contributions volontaires additionnelles en soutien aux activités approuvées (Fonds BE) pour la période biennale 2005-2006. Les besoins en ressources financières de la Convention sur ce fonds sont présentés à l'annexe III et les besoins distincts en ressources financières du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques sur ce fonds sont reproduits à l'annexe V.

C. Fonds spécial de contributions volontaires pour faciliter la participation de Parties au processus de la Convention (Fonds BZ)

48. L'annexe IX montre les besoins en ressources financières du Secrétariat sur le Fonds spécial de contributions volontaires pour faciliter la participation de Parties au processus de la Convention (Fonds BZ) pour la période biennale 2005-2006. Les besoins distincts en ressources financières de la Convention sur ce fonds sont présentés à l'annexe IV et les besoins distincts en ressources financières du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques sur ce fonds sont reproduits à l'annexe VI.

D. Fonds général en soutien des Etats-Parties en développement sur les questions relatives à la prévention des risques biotechnologiques (Fonds BF)

49. L'annexe X montre les besoins en ressources financières du Secrétariat sur le Fonds général pour soutenir les Etats-Parties qui sont en développement sur les questions relatives à la prévention des risques biotechnologiques (Fonds BF) pour la période 2005-2006.

IV. PRINCIPAUX FACTEURS ET HYPOTHESES UTILISES POUR CALCULER LES BESOINS EN RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2005-2006

A. *Frais de soutien au programme (PSC)*

50. Conformément aux Règlements financiers des Nations Unies, un montant de 13% de frais généraux doit être versé au PNUE pour couvrir les frais de gestion du Fonds de contributions. Le PNUE reverse une partie de ce montant au Secrétariat de la Convention afin de l'aider à couvrir les coûts des services de soutien du Secrétariat.

51. Actuellement, trois postes, au Secrétariat, de niveau Professionnel, (le Directeur du département Gestion et Administration du Fonds, le Directeur administratif et l'Assistant Finances) et cinq postes de niveau « services généraux » sont financés à partir de ces frais de soutien au programme (PSC).

B. *Chiffres utilisés pour calculer les salaires du personnel*

52. Les chiffres utilisés dans le calcul des salaires (y compris les salaires et les coûts communs qui varient d'un poste d'affectation à l'autre) dans le budget proposé pour la période biennale 2005-2006 se basent sur une augmentation de 3% par an des chiffres utilisés dans la budgétisation du programme de la Convention pour 2004, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous:

Tableau 15. Chiffres utilisés pour calculer les salaires du personnel
(En dollars américains)

Niveau	2004	2005	2006
ASG	192 700	198 500	204 400
D-1	173 400	178 600	184 000
P-5	163 100	168 000	173 000
P-4	146 500	151 000	155 400
P-3	129 400	133 300	137 300
P-2	117 000	120 500	124 100
Services généraux	35 500	36 600	37 700

53. Le budget pour la période biennale 2005-2006 reflète également une hausse estimative de 3% des coûts des services et fournitures acquis par le Secrétariat, basée sur les données d'expérience et les études effectuées sur tous les organes des Nations Unies ayant leur siège à Montréal.

C. *Hypothèses*

54. La budgétisation de programme proposé de la Convention part de l'hypothèse que:

(a) Les coûts communs seront pris en charge par les Parties à la Convention sur la diversité biologique;

(b) Une seule réunion régulière de la Conférence des Parties (sa septième réunion) en 2005-2006 et elle se tiendra hors du siège du Secrétariat et s'étalera sur deux semaines;

(c) Deux réunions du SBSTTA avec une durée d'une semaine chacune au siège du Secrétariat, à Montréal;

(d) Une réunion intersessions à composition non limitée pour la révision du fonctionnement de la Convention pour une durée d'une semaine, pendant la période biennale, au siège du Secrétariat à Montréal et juste après les réunions du SBSTTA;

(e) Une réunion du Groupe de travail spécial intersessions à composition non limitée sur l'Article 8(j) pendant la période biennale, pour une durée d'une semaine au siège du Secrétariat à Montréal;

(f) Une réunion du Groupe de travail spécial à composition non limitée d'experts sur l'accès et le partage des avantages pendant la période biennale pour une durée d'une semaine au siège du Secrétariat à Montréal;

(g) Quatre réunions d'une journée chacune des bureaux de la Conférence des Parties et du SBSTTA au siège du Secrétariat;

(h) Six réunions des groupes spéciaux d'experts techniques d'une durée de trois journées, au siège du Secrétariat;

(i) Quatre réunions régionales de deux journées en 2006 en préparation de la huitième réunion de la Conférence des Parties.

55. La budgétisation du programme proposé du Protocole part des hypothèses suivantes:

(a) Les coûts des services fournis par le Secrétariat au Protocole, pour autant qu'ils sont distincts, seront pris en charge par les Parties au Protocole;

(b) Les réunions ordinaires de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole seront convoquées conjointement avec les réunions ordinaires de la Conférence des Parties en application des dispositions du paragraphe 6 de l'article 29 du Protocole, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole n'en décide autrement. Considérant que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole doit se prononcer sur diverses questions relatives à la mise en œuvre du Protocole, et afin de maintenir l'élan politique à la suite de l'entrée en vigueur du Protocole, le Secrétariat a anticipé des réunions annuelles de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole pour la première période biennale qui suivra sa première réunion:

(c) Les réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole se tiendront pour une durée d'une semaine et l'une de ces réunions se tiendra conjointement avec une réunion de la Conférence des Parties à la Convention;

(d) Deux réunions par an de deux journées chacune du Bureau de la Conférence des Parties à la Convention siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole au siège du Secrétariat; le Bureau se réunira en outre quotidiennement pendant les réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole;

(e) Quatre réunions d'experts techniques (deux par an) sur l'Article 8(j) sont prévues pour la période biennale, pour 50 experts (10 par région);

(f) Des réunions annuelles d'un groupe de liaison sur le Centre de prévention des risques biotechnologiques ainsi qu'une réunion d'un groupe de liaison sur le renforcement des capacités sont envisagées;

(g) Deux réunions d'experts techniques (une par an) pour se pencher sur le développement plus poussé de modalités communes et les questions de compatibilité du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (12 participants financés, 3 par région);

(h) Deux réunions par an du Groupe de travail spécial à composition non limitée d'experts juridiques et techniques sur la responsabilité et la réparation sont également envisagées pendant la période biennale, pour une durée d'une semaine au siège du Secrétariat à Montréal (150 participants); et

(i) Deux réunions par an du Comité de respect des obligations de quinze (15) participants (3 par région) sont envisagées à moins que le Comité n'en décide autrement.

(j) Les réunions régionales continueront de se tenir chaque année, à compter d'une réunion par région, afin de suivre l'évolution des besoins régionaux de renforcement des capacités pour la mise en œuvre effective du Protocole, d'évaluer les besoins de capacité pour la mise en œuvre du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et de fournir une formation sur son fonctionnement.

56. Méthodes suivies lors de la confection du budget de programme proposé:

(a) Les frais de soutien administratif (ex.: communications, fournitures de bureau, entretien) et de service des réunions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires ont été regroupés sous la rubrique 'gestion des ressources' plutôt que de les afficher par programme;

(b) Voyages, assistance temporaire et heures supplémentaires sont indiqués séparément pour chaque programme.

D. Des ressources supplémentaires nécessaires pour l'exercice 2005-2006

57. La hausse proposée au budget, pour la période biennale 2005-2006, est justifiée par deux principaux facteurs: le champ d'intervention, plus large, du programme et la charge de travail accrue résultant des décisions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires (ex.: mise en œuvre du Plan stratégique et des objectifs 2010, programme de travail sur les aires protégées, diversité biologique des montagnes, transfert de technologie et diversité biologique des îles, programme de communication, éducation et sensibilisation du public; régime international sur l'accès et le partage des avantages, etc.) et un investissement prudent dans les capacités du Secrétariat à répondre, d'une manière ordonnée et économique, aux besoins institutionnels et techniques – en constante mutation – des Parties sur le moyen terme.

58. En outre, en conséquence de l'entrée en vigueur du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, le Secrétariat sera appelé à organiser les réunions annuelles de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole pour une période initiale, ainsi que les réunions du Comité de respect des obligations et d'autres organes, conformément aux décisions des Parties au Protocole.

59. Le programme de travail de la Convention, entre 1995 et 2003, est témoin de l'évolution dans les types d'activités de ses institutions. Si les priorités du premier programme de travail concernaient principalement la mise en place des institutions et l'élaboration de politiques, les activités de cette période biennale se concentreront de plus en plus sur la mise en œuvre. Comme il est mentionné aux paragraphes 21 et 22 ci-dessus, cette nouvelle orientation implique une charge de travail accrue pour le Secrétariat, qui jouera également un rôle dans la coopération avec d'autres organisations dans le cadre des travaux complémentaires plus amples du Sommet mondial pour le développement durable.

60. Il a été possible jusqu'ici de répondre à ces priorités en évolution dans les limites actuelles des ressources humaines et financières, en appliquant ces ressources d'une manière flexible. Toutefois, des ressources humaines supplémentaires sont nécessaires afin de permettre au Secrétariat d'accomplir pleinement son mandat, en particulier cinq nouveaux postes consacrés aux domaines de mise en œuvre des objectifs 2010 sur la biodiversité, la diversité biologique alpine, l'approche par écosystème et les changements climatiques, le transfert de technologie et la coopération, et la communication et sensibilisation du public. En outre, trois nouveaux postes des services généraux sont requis pour soutenir les nouveaux programmes sur la diversité biologique des îles, la diversité biologique des montagnes et le transfert de technologie.

61. Le budget proposé estime que l'augmentation globale en ressources requises pour la Convention sur le budget permanent pour la période biennale, est de 1.565.700 \$US ou 7 pour cent, ceci étant principalement dû au fait qu'un certain nombre de postes qui étaient auparavant couverts par la Convention ont à présent été identifiés comme étant des coûts distincts du Protocole et ne sont donc pas inclus.

62. En ce qui concerne le Protocole et ses coûts distincts (personnel de la prévention des risques biotechnologiques, personnel du Protocole, déplacements, consultants et réunions), les ressources requises s'élèvent à \$4.680.900 et sont payables par les Parties au Protocole.

V. ACTION POSSIBLE DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES

63. La Conférence des Parties pourrait envisager d'adopter une décision dont voici un projet de texte:

La Conférence des Parties

1. *Approuve* un budget de programme (BY) de xxx \$US pour l'année 2005 et xxx \$US pour l'année 2006, pour les objectifs énumérés au tableau 14 ci-dessous;

2. *Adopte* le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses pour 2005 et 2006 tel qu'il figure dans l'annexe à la présente décision;

3. *Approuve* un tableau des effectifs du Secrétariat pour la budgétisation de programme figurant à l'annexe I ci-dessous et demande que tous les postes soient pourvus sans délais;

4. *Approuve* l'affectation de XXX \$US du solde non utilisé ou des contributions ("report") appartenant aux périodes comptables précédentes afin de couvrir une partie du budget 2005-2006;

5. *Autorise* le Secrétaire exécutif à transférer des ressources entre les programmes dans les limites prévues aux décisions IV/17 et III/23, à savoir, la possibilité de transférer entre les principales lignes de crédit énumérées au tableau 1 jusqu'à un total de 15 pour cent du budget de programme total, à condition d'appliquer un autre seuil limitatif d'un maximum de 25 pour cent de chacune de ces lignes de crédit;

6. *Exhorte* les Parties qui n'ont pas encore versé leurs contributions au budget permanent (Fonds BY) de le faire sans tarder, et prie le Secrétaire exécutif de rendre public et mettre à jour régulièrement des informations sur l'état des contributions des Parties aux fonds de contribution (BY, BE, BZ, BF) de la Convention;

7. *Réitère*, pour ce qui concerne les contributions à partir 1^{er} janvier 2001, que les Parties dont les contributions enregistrent un retard de deux années ou plus seront autorisées à

participer aux réunions des organes de la Convention avec un maximum de deux délégués jusqu'au règlement de leurs arriérés;

8. *Réitère en outre* qu'en ce qui concerne les contributions dues à compter du 1^{er} janvier 2001 et au-delà, les Etats-Parties qui n'appartiennent pas au groupe des pays les moins avancés ou des petits Etats insulaires en développement dont les contributions enregistrent un retard de deux années ou plus, ne recevront pas de financement du Secrétariat pour participer aux réunions des organes de la Convention jusqu'à ce qu'ils aient réglé leurs arriérés;

9. *Autorise* le Secrétaire exécutif à prendre des engagements à hauteur du budget approuvé, en puisant des ressources liquides disponibles, y compris le solde non utilisé, des contributions des exercices financiers antérieurs et d'autres sources;

10. *Décide* de financer, sur demande, sur le budget permanent (BY) la participation des membres des bureaux de la Conférence des Parties, de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques aux réunions intersessions de leurs bureaux respectifs;

11. *Décide* que les fonds (BY, BE, BZ) de la Convention seront prorogés pour une durée supplémentaire de deux années, à compter du 1^{er} janvier 2006 et expirant le 31 décembre 2007;

12. *Décide* que le fonds de soutien aux Etats-Parties en développement sur les questions relatives à la prévention des risques biotechnologiques, qui a été approuvé à titre de phase-pilote, sera établi de façon permanente et prorogé pour une durée supplémentaire de trois années, à compter du 1^{er} janvier 2005 et expirant le 31 décembre 2007.

13. *Invite* toutes les Parties à la Convention à noter que les contributions au budget permanent (BY) sont payables le 1^{er} janvier de l'année à laquelle ces contributions ont été budgétisées, et de les régler sans retard, et exhorte les Parties qui sont en mesure de le faire, de verser, au plus tard le 1^{er} octobre 2004 pour l'année calendaire 2005 et le 1^{er} octobre 2005 pour l'année calendaire 2006, les contributions requises pour financer les dépenses approuvées au paragraphe 1 ci-dessus, comme compensées au paragraphe 4, et, à cet égard, demande que les Parties soient informées du montant de leurs contributions avant le 1^{er} août de l'année précédant celle à laquelle ces contributions sont dues;

14. *Exhorte* toutes les Parties et les Etats qui ne sont pas partie à la Convention, ainsi que les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales et d'autres sources, à participer au financement des fonds volontaires (BY, BE, BZ, BF) de la Convention;

15. *Prend note* des estimations de financement du:

(a) Fonds spécial (BE) de contributions volontaires additionnelles en soutien aux activités approuvées, pour la période biennale 2005-2006, indiqué par le Secrétaire exécutif et qui figure à l'annexe III ci-dessous;

(b) Fonds spécial de contributions volontaires (BZ) réservé à faciliter la participation des Etats-Parties qui sont en développement, notamment les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement et d'autres Etats-Parties à économie en transition, pour la période biennale 2005-2006, tel qu'indiqué par le Secrétaire exécutif et qui figure l'annexe IV ci-dessous;

(c) Fonds général (BF) en soutien des Etats-Parties en développement sur les questions relatives à la prévention des risques biotechnologiques, pour la période biennale 2005-2006, tel qu'indiqué par le Secrétaire exécutif et qui figure à l'annexe X ci-dessous;

et *exhorte* les Parties à faire des contributions à ces fonds;

16. *Autorise* le Secrétaire exécutif, en consultation avec le Bureau de la Conférence des Parties, à ajuster le service du programme de travail, y compris le report de réunions, si le Secrétariat ne reçoit pas les fonds suffisants dans les délais idoines;

17. *Demande* au Secrétaire exécutif de préparer et soumettre, un budget pour le programme de travail couvrant la période biennale 2007-2008, à la huitième réunion de la Conférence des Parties et de rendre compte des revenus et de la performance budgétaire ainsi que de tous ajustements apportés au budget de la Convention pour la période biennale 2005- 2006;

18. *Prie* le Secrétaire exécutif, dans un souci d'améliorer l'efficacité du Secrétariat et pour attirer un personnel hautement qualifié, de passer des accords contractuels et administratifs directement avec les Parties et organisations— en réponse aux offres de ressources humaines et d'autres formes de soutien au Secrétariat— selon le besoin, pour assurer efficacement les tâches du Secrétariat, tout en optimisant l'emploi des compétences, ressources et services existants et en tenant compte du Règlement des Nations Unies. Il y a lieu d'accorder une attention particulière aux possibilités de création de synergies avec les programmes de travail pertinents existants ou avec des activités qui sont réalisées dans le cadre d'autres organisations internationales.

VI. ACTION POSSIBLE DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA

64. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena pourrait envisager d'adopter une décision dont voici le texte:

La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques

1. *Approuve* un budget de programme (BY) de xxx \$US pour l'année 2005 et xxx \$US pour l'année 2006, pour les objectifs énumérés au tableau 16 ci-dessous;

2. *Note* que les coûts communs répartis du Secrétariat de xxx \$US pour l'année 2006 et xxx \$US pour l'année 2006, qui ne sont pas des coûts distincts du Protocole, sont intégrés dans le Fonds BY et seront pris en charge par les Parties à la Convention sur la base du barème des quotes-parts adopté par la Conférence des Parties à sa septième réunion ordinaire;

3. *Approuve* un tableau des effectifs du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques pour la budgétisation de programme figurant au tableau 16 ci-dessous;

4. *Convient* que les montants de xxx \$US pour l'année 2005 et xxx \$US pour l'année 2006, qui sont des coûts distincts sur le budget permanent du programme de travail de la prévention des risques biotechnologiques, soient reproduits séparément sur le Fonds BY et pris en charge par les Parties au Protocole;

5. *Adopte* le barème des quotes-parts pour la répartition des coûts distincts du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques pour 2005 et 2006 tel qu'il figure dans l'annexe à la présente décision;

6. *Prend note* des estimations de financement des activités au titre du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques qui seront financées par:

(a) Le Fonds spécial (BE) de contributions volontaires additionnelles en soutien aux activités approuvées, pour la période biennale 2005-2006 qui figure à l'annexe V ci-dessous;

(b) Le Fonds spécial de contributions volontaires (BZ) réservé à faciliter la participation des Etats-Parties en développement, notamment des pays les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement et d'autres Etats-Parties à économies en transition, pour la période biennale 2005-2006, tel qu'indiqué par le Secrétaire exécutif et qui figure à l'annexe VI ci-dessous;

(c) Le Fonds général (BF) en soutien des Etats-Parties en développement sur les questions relatives à la prévention des risques biotechnologiques, pour la période biennale 2005-2006, tel qu'indiqué par le Secrétaire général et qui figure à l'annexe X ci-dessous;

et *exhorte* les Parties à faire des contributions à ces fonds;

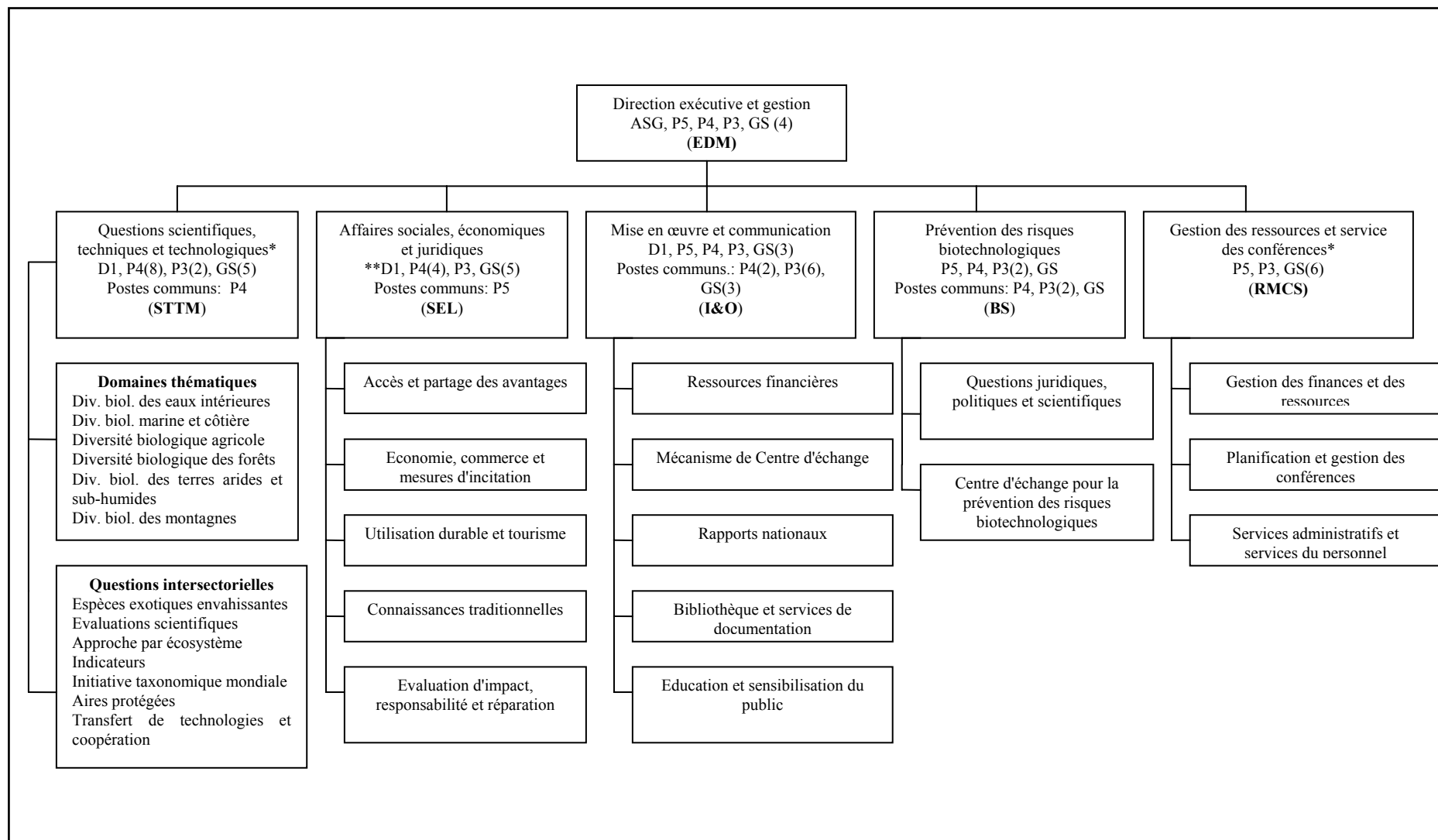
7. *Invite* toutes les Parties au Protocole à noter que les contributions au budget permanent (BY) sont payables le 1^{er} janvier de l'année à laquelle ces contributions ont été budgétisées, et de les régler sans retard, et exhorte les Parties qui sont en mesure de le faire, de verser, au plus tard le 1^{er} octobre 2004 pour l'année calendaire 2005 et le 1^{er} octobre 2005 pour l'année calendaire 2006, les contributions requises pour financer les dépenses distinctes du Protocoles, et à cet égard, demande que les Parties soient informées du montant de leurs contributions avant le 1^{er} août de l'année précédant celle à laquelle ces contributions sont dues;

8. *Autorise* le Secrétaire exécutif, en consultation avec le Bureau de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, à ajuster le service du programme de travail, y compris le report de réunions, si le Secrétariat ne reçoit pas les fonds suffisants dans les délais idoines;

9. *Prie* le Secrétaire exécutif de préparer et soumettre, un budget pour les coûts distincts du programme de travail couvrant la période biennale 2007-2008, à la troisième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, et de rendre compte des revenus et de la performance budgétaire ainsi que de tous ajustements apportés au budget du Protocole pour la période biennale 2005- 2006;

10. *Décide* que les règles financières et les décisions concernant l'administration du budget, adoptées par la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, soient adoptées *mutatis mutandis* pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

STRUCTURE DU PROGRAMME ET PRINCIPAUX EFFECTIFS POUR LA PERIODE BIENNALE 2005-2006



Notes

- * Effectifs supplémentaires qui seront financés par d'autres sources:
 - (a) STTM - P4 (FAO), P4 (Botanic Gardens International), JPO (Italie)
 - (b) RMCS – P5, P3, P2, GS(5) (PNUE)
 - (c) BS – JPO (Danemark)
- ** Adjoint du Secrétaire exécutif

Tableau 1. Besoins en personnel de l'EDM sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006

	2005	2006
A. Catégorie professionnelle		
ASG	1	1
P-5	1	1
P-4	1	1
P-3	1	0
Total Catégorie professionnelle	4	3
B. Total Catégorie services généraux	4	4
TOTAL (A+B)	8	7

Tableau 2. Besoins en ressources financières de l'EDM par élément de dépense sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006

(1000 dollars US)

	Elément de dépense	2005	2006
A.	Salaires du personnel	796,9	820,8
B.	Voyages d'affaires	120,0	120,0
C.	Réunions du Bureau de la COP	54,0	90,0
D.	Consultants/contrats de sous-traitance	25,0	25,0
E.	Assistance temporaire/heures sup.	8,0	8,0
	TOTAL	1 003,9	1 063,8

Tableau 3. Besoins en personnel du programme STTM sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006

	2005	2006
A. Catégorie professionnelle		
D-1	1	1
P-4	6	6
P-3	2	2
Total Catégorie professionnelle	9	9
B. Catégorie services généraux	5	5
TOTAL (A+B)	14	14

Tableau 4. Besoins en ressources financières du programme STTM par élément de dépense sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006
(1000 dollars US)

	Élément de dépense	2005	2006
A.	Salaires du personnel	1 5033,4	1 579,4
B.	Voyages d'affaires	60,0	60,0
C.	Réunions du Bureau du SBSTTA	25,0	25,0
D.	Réunions du SBSTTA	525,0	525,0
E.	Réunions du Groupe d'experts technique spécial	240,0	120,0
F.	Consultants/contrats de sous-traitance	25,0	25,0
G.	Assistance temporaire/heures sup.	8,0	8,0
	TOTAL	2 416,4	2 342,4

Tableau 5. Besoins en personnel du SEL sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006

	2005	2006
A Catégorie professionnelle		
D-1	1	1
P-4	4	4
P-3	1	1
Total Catégorie professionnelle	6	6
B Total Catégorie services généraux	5	5
TOTAL (A+B)	11	11

Tableau 6. Besoins du SEL en ressources financières par élément de dépense sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006

(1000 dollars US)

	Élément de dépense	2005	2006
A.	Salaires du personnel	1 098,3	1 131,2
B.	Voyages d'affaires	60,0	60,0
C.	Groupe de travail spécial sur l'Article 8(j)	0,0	370,0
D.	Groupe de travail spécial sur l'accès et le partage des avantages	250,0	0,0
E.	Consultants/contrats de sous-traitance	25,0	25,0
F.	Réunions du Groupe consultatif	45,0	0,0
	Assistance temporaire/heures sup.	8,0	8,0
	TOTAL	1 468,7	1 576,1

Tableau 7. Besoins en personnel de l'I&O sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006

	2005	2006
A. Catégorie professionnelle		
D-1	1	1
P-5	1	1
P-4	1	1
P-3	1	1
P-2	0	0
Total Catégorie professionnelle	4	4
B. Catégorie services généraux	3	3
TOTAL (A+B)	7	7

Tableau 8. Besoins en ressources financières de l'I&O par élément de dépense sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006

(1000 dollars US)

Élément de dépense	2005	2006
A. Salaires du personnel	740,5	762,7
B. Voyages d'affaires	60,0	60,0
C. Perspectives de la biodiversité mondiale	0,0	100,0
D. Consultants/contrats de sous-traitance	25,0	25,0
E. Documentation sur la sensibilisation du public	100,0	100,0
F. Manuel	60,0	0,0
H. Assistance temporaire/heures sup.	8,0	8,0
TOTAL	993,5	1 055,7

Tableau 9. Les besoins en personnel du RMCS sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006

		2005	2006
A	Catégorie professionnelle		
	P-5	1	1
	P-3	1	1
	Total Catégorie professionnelle	2	2
B	Total Catégorie services généraux	6	6
	TOTAL (A+B)	8	8

Tableau 10. Besoins en ressources financières du RMCS sur le budget permanent (Fonds BY) par élément de dépense pour la période biennale 2005-2006
(1000 dollars US)

	Élément de dépense	2005	2006
A.	Salaires du personnel	520,7	536,3
B.	Réunions de la Conférence des Parties (COP)	0,0	900,0
C.	Réunions d'évaluation intersessions	200,0	0,0
D.	Voyages d'affaires	60,0	60,0
E.	Assistance temporaire/heures sup.	8,0	8,0
	TOTAL	788,7	1 504,3

Tableau 11. Besoins communs en personnel sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006

	2005	2006
A		
Catégorie professionnelle		
Communication et Renforcement des capacités		
P-3	3	3
Affaires juridiques		
P-5	1	1
Evaluations scientifiques		
P-4	1	1
P-3	1	1
Echange d'informations		
P-4	3	3
P-3	3	3
Etablissement de rapports		
P-3	1	1
Total Catégorie professionnelle	13	13
B		
Total Catégorie services généraux	4	4
TOTAL	17	17

Tableau 12. Besoins communs en ressources financières sur le budget permanent (Fonds BY) par élément de dépense pour la période biennale 2005-2006

(1000 dollars US)

Élément de dépense	2005	2006
Salaires du personnel	1 984,1	2 043,6
Frais généraux de fonctionnement (dont loyer)	520,0	520,0
Fournitures	50,0	50,0
Mobilier/équipements	50,0	50,0
Services contractuels		
- Impression extérieure	55,0	55,0
- Formation/bourses de recherche	35,0	35,0
- Frais d'entretien	90,0	90,0
Mécanisme de centre d'échange	20,0	20,0
Assurance	200,0	200,0
Acquisitions bibliothécaires	25,0	25,0
Communications	213,0	213,0
Hébergement	25,0	25,0
TOTAL	3 267,1	3 26,6

Tableau 13. Les besoins en personnel de la Convention sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006

	2002	2003
A. Catégorie professionnelle		
ASG	1	1
D-1	3	3
P-5	4	4
P-4	16	16
P-3	14	14
Total Catégorie professionnelle	38	38
B. Total Catégorie services généraux	27	27
TOTAL (A+B)	65	65

Tableau 14. Les besoins de la Convention en ressources financières sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2003-2004 (1000 dollars US)

Dépense	2005	2006
I. Programmes		
Direction exécutive et Gestion	1 003,9	1 063,8
Questions scientifiques, techniques et technologiques	2 416,4	2 342,4
Affaires sociales, économiques et juridiques	1 486,3	1 594,2
Mise en oeuvre et communication	993,5	1 055,7
Gestion des ressources et service des conférences	788,7	1 504,3
Coûts communs	3 267,1	3 326,6
Sous-total (I)	9 955,9	10 887,0
II. Coût de soutien au programme (13%)	1 294,3	1 415,3
Budget total (I + II)	11 250,2	12 302,3

Tableau 15. Besoins distincts en personnel du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006

	2005	2006
A	Catégorie professionnelle	
	P-5	1
	P-4	1
	P-3	1
	Total Catégorie professionnelle	3
B	Total Catégorie services généraux	2
	TOTAL (A+B)	5

Tableau 16. Besoins distincts en ressources financières du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques sur le budget permanent pour la période biennale 2005-2006

(1000 dollars US)

	Élément de dépense	2005	2006
A.	Salaires du personnel	525,3	541,1
B.	Réunions de la Conférence des Parties (COP)	50,0	50,0
B.	Voyages d'affaires	60,0	60,0
D.	Consultants/contrats de sous-traitance	25,0	25,0
E.	Réunions consultatives du Centre d'échange	40,0	40,0
F.	Réunions du Groupe de liaison (2 par an)	80,0	80,0
G.	Réunions de la Conférence des Parties au Protocole	525,0	525,0
H.	Réunions du Comité de respect des obligations	60,0	60,0
I.	Réunion spéciale à composition non limitée d'experts juridiques et techniques sur la responsabilité et la réparation (4)	740,0	740,0
J.	Assistance temporaire/heures sup.	8,0	8,0
	Total	2 113,3	2 029,1
	Frais de soutien au programme (13%)	274,7	263,8
	Budget Total	2 388,0	2 292,9

Tableau 17. Les besoins en personnel du Secrétariat sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006 par rapport à l'exercice 2004

	2004	2005	2006
A. Catégorie professionnelle			
ASG	0	1	1
D-1	3	3	3
P-5	4	5	5
P-4	14	17	17
P-3	13	15	15
P-2	1	0	0
Total Catégorie professionnelle	36	41	41
B. Total Catégorie services généraux	26	29	29
TOTAL (A+B)	62	70	70

Tableau 18. Les besoins du Secrétariat en ressources financières sur le budget permanent (Fonds BY) pour la période biennale 2005-2006 par rapport à l'exercice 2004

(1000 dollars US)

Dépense	2004	2005	2006
I. Programmes			
Direction exécutive et Gestion	809,1	1 003,9	1 063,8
Questions scientifiques, techniques et technologiques	1 539,5	2 416,4	2 342,4
Affaires sociales, économiques et juridiques	1 101,8	1 486,3	1 594,2
Mise en oeuvre et communication	2 070,3	993,5	1 055,7
Prévention des risques biotechnologiques	1 217,1	2 113,3	2 029,1
Gestion des ressources et service des conférences	3 186,4	788,7	1 504,3
Coûts communs	0,0	3 267,1	3 326,6
Sous-total (I)	9 924,2	12 069,2	12 916,1
II. Coût de soutien au programme (13%)	1 290,1	1 569,0	1 679,1
Budget total (I + II)	11 214,3	13,638,2	14 595,2

Annexe I

**COMPARISON DU TABLEAU DES EFFECTIFS 2003-2004 AVEC LE TABLEAU PROPOSE
POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2005-2006**

	2003	2004	2005	2006
A. Catégorie professionnelle				
ASG	1	1	1	1
D-1	3	3	3	3
P-5	4	4	5	5
P-4	14	14	17	17
P-3	13	13	15	15
P-2	1	1	0	0
Total Catégorie professionnelle	36	36	41	41
B. Total Catégorie services généraux	26	26	29	29
TOTAL (A+B)	62	62	70	70
C. Hausse par rapport à la période biennale précédente (%)				13%

Annexe II

**COMPARISON DU BUDGET 2003-2004 AVEC LA BUDGÉTISATION DE PROGRAMME
PROPOSÉE POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2005-2006**

(1000 dollars US)

Elément de dépense	2003	2004	2005	2006
<i>Programmes</i>				
Direction exécutive et Gestion	782,9	809,1	1 003,9	1 063,8
Questions scientifiques, techniques et technologiques	1 412,1	1 539,5	2 416,4	2 342,4
Affaires sociales, économiques et juridiques	1 395,5	1 101,8	1 486,3	1 594,2
Mise en oeuvre et communication	1 971,7	2 070,3	993,5	1 055,7
Prévention des risques biotechnologiques	1 705,6	1 217,1	2 113,3	2 029,1
Gestion des ressources et service des conférences	2 238,8	3 186,4	788,7	1 504,3
Coûts communs	0,0	0,0	3 267,1	3 326,6
Sous-total	9 506,6	9 924,2	12 069,2	12 916,1
<i>Frais de soutien au programme (13%)</i>	1 235,9	1 290,1	1 569,0	1 679,1
TOTAL	10 742,5	11 214,3	13 638,2	14 595,2
TOTAL PÉRIODE BIENNALE		21 956,8		28 233,4
Hausse par rapport à la période biennale précédente				28,6%

Annexe III

LES BESOINS EN RESSOURCES FINANCIÈRES DE LA CONVENTION SUR LE FONDS SPÉCIAL (BE) DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ADDITIONNELLES EN SOUTIEN AUX ACTIVITÉS APPROUVÉES POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2005–2006
(1000 dollars américains)

<i>I.</i>	<i>Description</i>	2005	2006
1.	REUNIONS/ATELIERS		
	<i>DIRECTION EXÉCUTIVE ET GESTION</i>		
	Réunions régionales en préparation de la huitième réunion de la Conférence des Parties	0,0	40,0
	<i>QUESTIONS SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET TECHNOLOGIQUES</i>		
(4)	Ateliers régionaux – Stratégie mondiale de conservation des plantes	120,0	120,0
	Ateliers régionaux – Terres arides et sub-humides (3)	180,0	0,0
(4)	Ateliers régionaux – Changements climatiques et diversité biologique	120,0	120,0
	Ateliers – Eaux intérieures (2)	120,0	0,0
	Atelier sur la diversité biologique marine et côtière (2)	60,0	0,0
	Atelier sur la biodiversité agricole	0,0	60,0
	Atelier sur les espèces exotiques envahissantes	0,0	60,0
	Atelier sur l'évaluation d'impact	0,0	60,0
	Atelier sur l'Initiative taxonomique mondiale	60,0	0,0
	Atelier sur les aires protégées (2)	0,0	120,0
	Atelier sur les changements climatiques et la biodiversité	0,0	60,0
	Atelier sur les espèces migratoires	60,0	0,0
	Groupe de liaison – Terres arides et sub-humides	40,0	0,0
	Groupe de liaison – Espèces exotiques envahissantes (déplacements du personnel)	5,0	5,0
	<i>AFFAIRES SOCIALES, ÉCONOMIQUES ET JURIDIQUES</i>		
	Ateliers régionaux sur le renforcement des capacités pour l'accès et le partage des avantages (4)	200,0	80,0
	Groupe de liaison – Article 8(j) et les Dispositions connexes	20,0	0,0
	<i>MISE EN OEUVRE ET COMMUNICATION</i>		
	Ateliers régionaux sur le mécanisme de centre d'échange (4)	200,0	80,0
	Atelier sur le mécanisme financier	80,0	0,0
	Réunion du Groupe consultatif sur le mécanisme financier	20,0	0,0
2.	PERSONNEL		
	Responsable du programme de la biodiversité agricole (FAO)	146,5	150,9
3.	CONSULTANTS		
	STTM	75,0	15,0
	SEL	120,0	40,0
	I&O	100,0	0,0
3.	PUBLICATIONS		

/...

Stratégie mondiale pour la diversité biologique – 3 ^{ème} édition	0,0	150,0
Guides d'assistance financière pour la diversité biologique (3)	30,0	0,0
Sous-total I	1 756,5	1 160,9
<i>II. Frais de soutien au programme (13%)</i>	228,4	150,9
COÛT TOTAL (I + II)	1 984,9	1 311,8

Annexe IV

BESOINS EN RESSOURCES DE LA CONVENTION SUR LE FONDS SPÉCIAL DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (BZ) POUR FACILITER LA PARTICIPATION DES PARTIES AU PROCESSUS DE LA CONVENTION POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2005-2006

(1000 dollars US)

Description	2005	2006
<i>I. Réunions</i>		
Huitième réunion de la Conférence des Parties	0,0	750,0
Réunions régionales en préparation à la septième réunion de la Conférence des Parties (COP-8)	0,0	200,0
Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques	540,0	540,0
Réunion intersessions à composition non limitée sur le programme de travail pluriannuel de la Convention sur la diversité biologique à l'horizon 2010	240,0	0,0
Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'Article 8(j)	0,0	540,0
Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages	540,0	0,0
Soutien aux communautés autochtones et locales	100,0	100,0
Sous-total I	1 420,0	2 130,0
<i>II. Frais de soutien au programme (13%)</i>	184,6	276,9
COÛT TOTAL (I + II)	1 604,6	2 406,9

Annexe V

**LES BESOINS EN RESSOURCES FINANCIÈRES DU PROTOCOLE SUR LA PREVENTION
DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES SUR LE FONDS SPÉCIAL (BE) DE
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ADDITIONNELLES EN SOUTIEN AUX ACTIVITÉS
APPROUVÉES POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2005–2006**

(1000 dollars américains)

I.	Description	2005	2006
	<i>Réunions</i>		
	Réunions régionales - Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques (4 par an)	40,0	40,0
	Réunions d'experts techniques sur la sécurité biologique	160,0	0,0
	Réunions d'experts techniques sur le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (1 par an)	60,0	60,0
	<i>Consultants/Contrats de sous-traitance</i>		
	Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques		
	– Traduction du site Internet du Centre d'échange	20,0	0,0
	– Evaluation indépendante du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	0,0	150,0
	<i>Equipements</i>		
	Remplacement/actualisation du matériel/logiciel du Centre d'échange	0,0	50,0
	Sous-total I	280,0	300,0
II.	<i>Frais de soutien au programme (13%)</i>	36,4	39,0
	COÛT TOTAL (I + II)	316,4	339,0

Annexe VI

**BESOINS EN RESSOURCES DU PROTOCOLE SUR LA PREVENTION DES RISQUES
BIOTECHNOLOGIQUES SUR LE FONDS SPÉCIAL DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES
(BZ) POUR FACILITER LA PARTICIPATION DES PARTIES AU PROCESSUS DE LA
CONVENTION POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2005 – 2006**

(1000 dollars US)

Description	2005	2006
<i>I. Réunions</i>		
Réunions régionales pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques (4 par an)*	100,0	100,0
Réunions des Parties*	250,0	250,0
Groupe de travail spécial à composition non limitée d'experts juridiques et techniques sur la responsabilité et la réparation (2 par an)	1 080,0	1 080,0
Sous-total I	1 430,0	1 430,0
<i>II. Frais de soutien au programme (13%)</i>	185,9	185,9
COÛT TOTAL (I + II)	1 615,9	1 615,9

* Financement uniquement pour les Parties au Protocole

Annexe VII

**LES BESOINS EN RESSOURCES FINANCIÈRES DU SECRÉTARIAT SUR LE
BUDGET PERMANENT (FONDS BY) PAR ÉLÉMENT DE DÉPENSE**

(1000 dollars US)

	Élément de dépense	2004	2005	2006
A.	Salaires du personnel	6 138,5	7 199,2	7 415,1
B.	Voyages d'affaires	375,0	420,0	420,0
C.	Consultants/contrats de sous-traitance	100,0	125,0	125,0
D.	Mécanisme de centre d'échange	65,0	20,0	20,0
E.	Services de conférence	1 733,3	1 500,0	2 220,0
F.	Bureaux/expert/réunions du Groupe consultatif	250,2	1 334,0	1 205,0
G.	Frais généraux de fonctionnement (dont loyer)	585,4	520,0	520,0
H.	Fournitures	118,1	50,0	50,0
I.	Mobilier/équipements	31,5	50,0	50,0
J.	Services contractuels/Impression extérieure	149,5	145,0	145,0
K.	Formation/bourses de recherche	26,3	35,0	35,0
L.	Communications	178,5	213,0	213,0
M.	Assistance temporaire/heures sup.	46,6	48,0	48,0
N.	Coûts d'établissement de rapports	100,0	185,0	225,0
O.	Assurance	0,0	200,0	200,0
P.	Hébergement	26,3	25,0	25,0
	TOTAL	9 924,2	12 069,0	12 916,1
	Frais de soutien au programme (13%)	1 290,1	1 569,0	1 679,1
	TOTAL GLOBAL	11 214,3	13 638,2	14,595,2

Annexe VIII

**LES BESOINS EN RESSOURCES FINANCIÈRES DU SECRETARIAT SUR LE FONDS
SPÉCIAL (BE) de CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ADDITIONNELLES en soutien aux
ACTIVITÉS APPROUVÉES POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2005–2006**

(1000 dollars US)

Description	2004	2005	2006
Direction exécutive et Gestion	50,0	0,0	40,0
Questions scientifiques, techniques et technologiques	1 019,6	986,5	770,9
Affaires sociales, économiques et juridiques	30,0	340,0	120,0
Mise en oeuvre et communication	575,0	430,0	230,0
Prévention des risques biotechnologiques	420,0	280,0	300,0
TOTAL	2 094,6	2 036,5	1 460,9
<i>Frais de soutien au programme (13%)</i>	<i>272,3</i>	<i>264,7</i>	<i>189,9</i>
TOTAL GLOBAL	2 366,9	2 301,2	1 650,8

Annexe IX

**BESOINS EN RESSOURCES DU SECRETARIAT SUR LE FONDS SPÉCIAL DE
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (BZ) POUR FACILITER LA PARTICIPATION DES
PARTIES AU PROCESSUS DE LA CONVENTION POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2005-2006**

(1000 dollars US)

Description	2004	2005	2006
Direction exécutive et Gestion	950,0	0,0	950,0
Questions scientifiques, techniques et technologiques	540,0	540,0	540,0
Affaires sociales, économiques et juridiques	163,0	640,0	640,0
Mise en oeuvre et communication	0,0	240,0	0,0
Prévention des risques biotechnologiques	463,0	1 430,0	1 430,0
TOTAL	2 116,0	2 850,0	3 560,0
<i>Frais de soutien au programme (13%)</i>	275,1	370,5	462,8
TOTAL GLOBAL	2 391,1	3 220,5	4 022,8

Annexe X

**BESOINS EN RESSOURCES DU SECRETARIAT SUR LE FONDS GENERAL (BF)* POUR
SOUTENIR LES ETATS-PARTIES EN DEVELOPPEMENT SUR LES QUESTIONS
RELATIVES A LA PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES POUR LA
PÉRIODE BIENNALE 2005-2006**

(1000 dollars US)

I.	Description	2005	2006
<i>Consultants/contrats de sous-traitance du fichier d'experts sur la sécurité biologique</i>			
	Pays les moins avancés	50,0	50,0
	Petits Etats insulaires	50,0	50,0
	Autres pays en développement	50,0	50,0
	Economies en transition	50,0	50,0
	Sous-total	200,0	200,0
II.	<i>Frais de soutien au programme (13%)</i>	26,0	26,0
COÛT TOTAL (I + II)		226,0	226,0

* Comme il est indiqué dans l'introduction à la présente note, ce fonds de contributions volontaires a été institué récemment pour soutenir les Etats-Parties en développement sur les questions relatives à la prévention des risques biotechnologiques. Ce fonds, a été créé en application du paragraphe 27 de la décision VI/29 de la sixième réunion de la Conférence des Parties, dans le but d'aider les Parties en développement et les Parties à économie en transition à financer le recrutement d'experts inscrits au fichier des experts sur la sécurité biologique.

Annexe XI

LISTE DES REUNIONS CONVOQUEES PAR LE SECRETARIAT ENTRE LA SIXIEME ET LA SEPTIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES PARTIES

2002		
DATES	INTITULE DE LA REUNION	LIEU
22-26 juillet 2002	Troisième réunion du Comité intergouvernemental sur le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	La Haie, Pays-Bas
20-24 mai 2002	Deuxième réunion du Groupe spécial à composition non limitée d'experts techniques sur les zones côtières et marines protégées	Nelson, Nouvelle-Zélande
1-5 juillet 2002	Groupe spécial d'experts techniques sur la mariculture	Rome, Italie
9-13 septembre 2002	Groupe spécial d'experts techniques sur la diversité biologique et les changements climatiques	Montréal, Canada
23-24 septembre 2002	Réunion du Bureau de la sixième réunion de la Conférence des Parties à la CBD	Montréal, Canada
23-27 septembre 2002	Deuxième réunion du Groupe spécial d'experts techniques sur la biodiversité des terres arides et sub-humides	Montréal, Canada
11-12 octobre 2002	Réunion du Groupe de liaison sur la Stratégie mondiale de conservation des plantes	Cartagena de Indias, Colombie
18 octobre 2002	Atelier exploratoire sur l'Initiative mondiale concernant la gestion bancaire, les affaires et la diversité biologique	Beijing, Chine
21-22 octobre 2002	Réunion du Bureau du SBSTTA	Montréal, Canada
4-5 novembre 2002	Réunion du Groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques	Montréal, Canada
1 ^{er} décembre 2002	Réunion du Bureau de la COP	Montréal, Canada
2-4 décembre 2002	Atelier d'experts à composition non limitée sur le renforcement des capacités pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages	Montréal, Canada
2-4 décembre 2002	Atelier sur la responsabilité et la réparation dans le cadre du Protocole de Cartagena	Rome, Italie
16-17 décembre 2002	Réunion du Bureau du CIPC	Montréal, Canada
18 décembre 2002	Réunion mixte Bureau COP/Bureau CIPC	Montréal, Canada

2003		
DATES	INTITULE DE LA REUNION	LIEU
16 – 17 janvier 2003	Réunion d'établissement de la portée du Groupe consultatif pour la 2 ^{ème} édition du Rapport sur les perspectives de la biodiversité mondiale	Montréal, Canada
10 - 12 février 2003	Groupe d'experts sur les indicateurs de diversité biologique	Montréal, Canada
19 - 21 février 2003	Groupe spécial d'experts sur les technologies de restriction de l'utilisation génétique	Montréal, Canada
24 - 26 février 2003	Groupe spécial d'experts sur les connaissances traditionnelles et le mécanisme de centre d'échange	Santa Cruz de la Sierra, Bolivie
9 mars 2003	Réunion du Bureau du SBSTTA	Montréal, Canada
9 mars 2003	Réunion du Comité consultatif informel du mécanisme de centre d'échange	Montréal, Canada
10 – 14 mars 2003	Huitième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA)	Montréal, Canada
15 mars 2003	Réunion mixte des bureaux CIPC/COP-6	Montréal, Canada
17 - 20 mars 2003	Réunion à composition non limitée du Programme de travail de la Conférence des Parties à l'horizon 2010	Montréal, Canada
31 mars – 2 avril 2003	Réunion de la Région Afrique sur le renforcement des capacités pour le mécanisme de centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	Nairobi, Kenya
10 – 11 avril 2003	Réunion du Groupe d'experts sur le centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	Montréal, Canada
6 – 8 mai 2003	Quatrième atelier sur l'utilisation durable de la diversité biologique	Addis Ababa, Ethiopie
13 – 16 mai 2003	Atelier du Groupe spécial d'experts techniques sur les changements climatiques et la biodiversité	Helsinki, Finlande
21 – 23 mai 2003	Réunion sur l'Objectif 2010 sur la biodiversité mondiale	Londres, Royaume-Uni
3-5 juin 2003	Atelier sur les mesures d'incitation pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique	Montréal, Canada
10-14 juin 2003	Réunion du Groupe spécial d'experts techniques sur les aires protégées	Tjörn, Suède

2003		
DATES	INTITULE DE LA REUNION	LIEU
1-4 juillet 2003	Réunion du Groupe spécial d'experts techniques sur la diversité biologique des montagnes	Rome, Italie
7-11 juillet 2003	Réunion sur l'élaboration plus poussée et les lignes directrices pour la mise en œuvre de l'Approche par écosystème	Montréal, Canada
14-14 août 2003	Réunion de la Région Amérique latine et Caraïbes sur le Mécanisme de centre d'échange et le Réseau interaméricain d'information sur la diversité biologique	Cancun, Mexique
28-28 août 2003	Réunion du Bureau du Comité intergouvernemental sur le Protocole de Cartagena	Montréal, Canada
9-12 septembre	Réunion de la Région Europe centrale et orientale sur le Mécanisme de centre d'échange	Prague, République Tchèque
6-8 novembre 2003	Atelier international sur les aires protégées forestières	Montréal, Canada
10-14 novembre 2003	Neuvième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques	Montréal, Canada
24-27 novembre 2003	Réunion du Groupe spécial d'experts techniques sur la mise en œuvre du programme de travail sur la diversité biologique des forêts	Montpellier, France
1-5 décembre	Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages	Montréal, Canada
8-12 décembre 2003	Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'Article 8(j) et les Dispositions connexes	Montréal, Canada

2004		
DATES	INTITULE DE LA REUNION	LIEU
Janvier 2004	Réunion préparatoire de la Région Afrique pour la septième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique	A déterminer
Janvier 2004	Réunion préparatoire de la Région Asie et Pacifique pour la septième réunion de la Conférence à la Convention sur la diversité biologique	A déterminer
Janvier 2004	Réunion préparatoire de la Région Amérique latine et Caraïbes pour la septième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique	A déterminer
9-20 février	Septième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique	Kuala Lumpur, Malaisie
23-27 février	Première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	Kuala Lumpur, Malaisie
